

## [Text]

réputation des conservateurs en ce qui concerne le bilinguisme. Aujourd'hui, je vois que le premier ministre et les autres ont déjà pris des décisions et mis des comités sur pied pour s'occuper de la question avec la même rapidité que l'ancien gouvernement. Je vous souhaite bonne chance, mais je vous rappelle que la chair est faible et qu'il y a probablement des ministres, de nouveaux fonctionnaires ou des adjoints politiques qui ne sont peut-être pas aussi sensibles à cette question-là que d'autres pouvaient l'être dans l'ancien gouvernement. Il faudrait être vigilant. Je parle par expérience. Lorsqu'il y a des changements de gouvernement, il y a des fonctionnaires ou d'autres personnes qui ont des attitudes qui diffèrent des déclarations officielles et qui misent sur le changement pour revenir en arrière. Alors, il faudrait être vigilant, mais vos déclarations nous rassurent.

J'ai un certain nombre de questions à poser. On parle du sommet de la francophonie. Le Nouveau-Brunswick y siège. J'aimerais que vous nous disiez quel rôle vous envisagez pour les sociétés nationales à ce sommet-là. Je sais qu'elles sont dans le noir en ce moment. Également, comment voyez-vous la participation de ces sociétés sur la scène internationale? Au Nouveau-Brunswick et en Acadie, ces gens ont joué un certain rôle au cours des dernières années. Ils sont allés plus loin que le gouvernement de l'époque croyait qu'il pouvait aller. Est-ce que cela vous offusque de voir ces groupes-là signer des ententes et faire des choses valables? Je peux vous dire que dans notre gouvernement, certains fonctionnaires étaient un peu jaloux de leur autorité, de leur pouvoir de négocier de gouvernement à gouvernement et voyaient très mal la participation de ces agences-là. Pour ma part, cela ne m'a jamais dérangé.

**M. Bouchard:** Nous non plus, monsieur Simard. Nous continuons à appuyer le père Comeau . . .

**Le sénateur Simard:** Et, de façon plus générale, la participation des sénateurs.

**M. Bouchard:** Oui. Cela ne me dérange pas, cela ne crée aucune frustration chez moi. Le plus bel exemple, c'est qu'on continue d'appuyer le père Comeau à la Société des Acadiens.

Pour ce qui est de la première partie de la question, je dois admettre que le bureau du premier ministre, comme cela doit se faire, coordonne toute la question de la présence et du rôle que doivent assumer . . . M. Mulroney, avec beaucoup de sagesse, a appuyé la représentation du Nouveau-Brunswick et celle du Québec au Sommet. Sans parler au nom de mon premier ministre, je pense que s'il a accepté qu'ils y soient, ce n'est pas simplement comme ornement ou comme parure. C'est parce qu'il s'attendait à ce que ces gens expriment un certain nombre de choses ou de réalités francophones différentes. La réalité francophone est différente au Nouveau-Brunswick, au Québec ou ailleurs.

Cependant, nous sommes en train de discuter avec le bureau du premier ministre de toute cette question des visages canadiens de la francophonie. On ne peut pas changer cette réalité-là. Comme je l'ai dit tout à l'heure, cela ne me dérange pas, mais à condition qu'on soit conscient que cela doit se faire dans le cadre d'un pays qui s'appelle le Canada.

## [Translation]

respect to bilingualism. I note today that the Prime Minister and others have already taken certain decisions and set up committees to study the question with as much alacrity as the former government. I wish you good luck but I remind you that it is hard to resist temptation and that there are probably ministers, new civil servants and political assistants who might not be as sensitive to that question as others were in the former government. We must be on our guard. I speak from experience. When there is a change of government, there are civil servants and other people whose attitudes differ from official statements and who are ready to take advantage of the change to backtrack. We must therefore be on our guard; but your statements are reassuring.

I would like to ask a number of questions. The francophone summit is being talked about. The Province of New Brunswick will be represented there. I would like you to explain to us what role you see the *sociétés nationales* playing at that summit. I know that they have no idea themselves at the present time. In addition, how do you see them participating on the international scene? In New Brunswick and in Acadia, these people have played a certain role in recent years. They went further than the government of the day thought possible. Are you offended by the fact that those groups sign agreements and launch other worthwhile projects? I can tell you that in our government, certain civil servants were somewhat jealous of their authority and of their power to negotiate between governments and resented the participation of those agencies. For my part, I had no objection.

**Mr. Bouchard:** Neither do we, Mr. Simard. We continue to support Father Comeau . . .

**Senator Simard:** And, in a more general way, the participation of senators.

**Mr. Bouchard:** Yes. I have no objection and am in no way frustrated by that. The best example is our continued support for Father Comeau at the *Société des Acadiens*.

In answer to the first part of your question, I must admit that the Prime Minister's office co-ordinates, as it should, the whole question of the presence and role of . . . Mr. Mulroney, quite wisely, supported the idea of sending a delegation from New Brunswick and from Quebec to the summit. Without speaking on behalf of the Prime Minister, I think that in accepting their participation, he did not intend their delegations to be purely ornamental. He expects those delegations to express a certain number of different francophone concerns and realities. The francophone reality is not the same in New Brunswick, in the Province of Quebec and elsewhere.

However, we are currently discussing with the Prime Minister's office this whole question of various Canadian aspects of the francophone reality. We cannot change it. As I said earlier, I have no objection to that, as long as we are fully aware that it must be done in the context of a country called Canada.